Document généré le 11 oct. 2024 22:18

Cahiers Société

Collectif SOCIÉTÉ

Recension – *The New class war : Saving democracy from the managerial elite* de Michael Lind

Michael Lind, *The New class war : Saving democracy from the managerial elite*, New York, Portfolio/Penguin, 2020, 224 p.

Rolande Pinard

Numéro 3, 2021

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1090190ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1090190ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Collectif Société

ISSN

2562-5373 (imprimé)
2562-5381 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Pinard, R. (2021). Compte rendu de [Recension – *The New class war : Saving democracy from the managerial elite* de Michael Lind / Michael Lind, *The New class war : Saving democracy from the managerial elite*, New York, Portfolio/Penguin, 2020, 224 p.] *Cahiers Société*, (3), 367–372. https://doi.org/10.7202/1090190ar

© Collectif Société, 2021

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

| Recension

The New class war : Saving democracy from the managerial elite de Michael Lind

Rolande PINARD
Chercheure indépendante

Michael Lind, *The New class war : Saving democracy from the managerial elite*, New York, Portfolio/Penguin, 2020, 224 p.

La nouvelle lutte de classe selon Michael Lind oppose des diplômés universitaires à des non-diplômés, qui vivent sur des territoires différents – quartiers densément peuplés des grandes villes (*hubs*) pour les premiers, banlieues éloignées et territoires ruraux pour les seconds (*heartlands*). Depuis une cinquantaine d'années, les élites diplômées se sont emparées de tous les pouvoirs et ont imposé leur technocratie à travers les pays occidentaux, des deux côtés de l'Atlantique. C'est la révolution néolibérale par le haut. Une révolution par le bas a suivi, associée à la montée du populisme qui attire les non-diplômés. Ceux-ci rejettent le pouvoir social détenu par les élites néolibérales technocratiques qui dominent dans les domaines cruciaux de la société que sont la politique, l'économie et la culture. La classe ouvrière a perdu le pouvoir qu'elle partageait avec d'autres groupes de la société dans le cadre du pluralisme démocratique qui a prévalu de 1945 aux années 1960 – période de paix entre les classes –, qui a pris fin avec le début du démantèlement des institutions qui favorisaient ce pluralisme. La nouvelle lutte de classe éclate maintenant, après avoir couvé pendant cinquante ans.

L'introduction de l'ouvrage, qui débute avec la distinction entre révolte et révolution pour souligner l'importance de ces phénomènes sociétaux – révolutionnaires –, est conclue comme suit : « *Demagogic populism is a symptom. Technocratic neoliberalism is the disease. Democratic pluralism is the cure*[1]. » La révolution est

1. Michael Lind, *The New class war : Saving democracy from the managerial elite*, New York, Portfolio/Penguin, 2020, p. xv.

une maladie ou un symptôme, selon sa source ; la nouvelle lutte de classe oppose la maladie et son symptôme, et sera résolue par sa cure.

La maladie, son symptôme et sa cure

Les technocrates règnent ; les tribunaux remplacent le pouvoir législatif ; les États perdent leur souveraineté au profit d'organismes internationaux et par les accords de libre-échange interrégionaux qui transfèrent ce pouvoir aux managers des grandes corporations et aux banquiers. C'est la maladie du néolibéralisme, qui emprunte à la fois à la droite libertarienne et au libéralisme culturel de la gauche académique, propagée par une *overclass* ainsi définie par l'auteur :

> *The most important managers are private and public bureaucrats who run large national and global corporations, government agencies, and nonprofit organizations. They exercise disproportional influence in politics and society by virtue of their institutional positions in large, powerful bureaucracies.* […] *In my book* The Next American Nation *(1995), I used the term « overclass » to describe this group of college-educated managers and professionals*[2].

Ce passage est typique de l'ensemble de l'ouvrage quant à l'imprécision des catégories et concepts : pour Lind, managers, bureaucrates, technocrates, universitaires, professionnels partagent une même acception du pouvoir et, s'il en avait tenu compte dans sa définition, les mêmes rapports sociaux avec la « classe ouvrière », puisque celle-ci subsiste alors que la classe capitaliste semble avoir disparu (avec le capitalisme ?). La classe ouvrière est clivée : elle se compose des natifs, blancs pour la plupart, vivant dans les *heartlands*, et des travailleurs immigrants non qualifiés et temporaires, vivant près des *hubs*, qui viennent leur faire concurrence sur le marché du travail. Les femmes et les Noirs étatsuniens, quel que soit leur lieu de résidence, sont absents de cette définition. C'est ainsi que la nouvelle lutte de classe implique trois groupes sociaux : l'*overclass* et les deux segments rivaux de la classe ouvrière. L'*overclass* domine et vainc la classe ouvrière précisément parce que celle-ci est divisée par la stratégie des employeurs de recourir à une main-d'œuvre immigrante qui accepte des salaires inférieurs. La lutte de classe semble plus virulente au sein de la classe ouvrière et l'auteur a manifestement choisi son camp.

Lorsque Lind parle de classe ouvrière, ce qu'il fait tout au long de l'ouvrage, il s'agit du premier segment, majoritairement des hommes blancs, comme en témoigne

2. *Ibid.,* p. 6.

son argument selon lequel les deux classes – élites *vs* non-élites – s'opposent sur les plans de l'environnement, du libre-échange, du multiculturalisme et de l'immigration. Sur l'environnement : la réticence face aux mesures visant à protéger l'environnement et à réduire les gaz à effet de serre s'explique par le fait que la classe ouvrière en fait davantage les frais, « gilets jaunes » à l'appui. Sur le libre-échange : la classe ouvrière est protectionniste parce que la libération du commerce fait perdre de bons emplois manufacturiers. Sur le multiculturalisme : la classe ouvrière le rejette parce qu'il vient avec le mépris manifesté par les membres des élites envers les traditions et la culture nationale ouvrières. Sur l'immigration : la classe ouvrière veut la restreindre parce que l'ouverture incontrôlée des frontières est utilisée par les employeurs pour accentuer la concurrence et la division en son sein. Ces différents points de vue, attribués à la classe ouvrière, ne peuvent être ceux de son segment immigrant, principalement occupé, dans les grandes villes, dans des postes subalternes des services de proximité. La classe ouvrière est ici représentée par les électeurs de Donald Trump, les pro-Brexit et les « gilets jaunes » en France. *Exit* donc le segment immigrant, sauf comme nuisance. (Les diplômé.e.s universitaires représentent une part importante de l'électorat de Trump : s'agit-il d'alliés de la classe ouvrière ?)

Les élites technocrates néolibérales – managériales et professionnelles – ont graduellement sabordé les institutions qui favorisaient le pluralisme démocratique – syndicats, églises, partis politiques de masse –, pour accaparer tous les pouvoirs. Cette révolution par le haut (ou la maladie) a provoqué la montée du populisme, dont les leaders se sont mis à exploiter l'impuissance des non-élites en tenant un discours censément calqué sur les revendications des travailleurs mis en concurrence avec l'étranger par le libre-échange et l'immigration.

Le remède à la maladie du néolibéralisme technocratique et au populisme est le retour à un pluralisme démocratique, présenté comme pouvant redonner un pouvoir à la classe ouvrière. Pour y arriver, il faut que l'élite managériale accepte de partager son pouvoir. C'est la peur qui va l'en convaincre, non pas la peur d'une classe ouvrière qui aurait repris de la vigueur, mais celle de pays rivaux. C'est alors que des factions patriotiques pourraient vouloir s'associer aux élites inférieures pour promouvoir des intérêts nationaux plutôt que des intérêts de classe. Il s'agit de remplacer les élites populistes par des élites secondaires (syndicales, économiques, religieuses). Cette cure pluraliste est modelée sur une vision idyllique de la période dite des trente glorieuses, associée à la prospérité de tous et à une distribution plus égalitaire des pouvoirs dans la société :

> *The system that emerged in the US by the 1940s came to be known as « interest group liberalism », a pluralist system in which public policy emerged from negotiations among economic interest groups, each with its own power brokers, rather than*

> *from a technocratic mandarinate of all-wise, altruistic experts insulated from popular pressure, or from the « invisible hand » of the free market*[3].

Cette période est aussi associée par Lind à une vie communautaire qui échappait au contrôle de la classe capitaliste managériale. « *Under the cross-class settlement in the mid-twentieth-century West, once the whistle blew, the proletarian could leave the factory gate for the safety of a world that excluded the bosses, a world of working-class neighborhoods, churches, clubs, and taverns*[4]. » Sont absents de son analyse : le consumérisme qui a enchaîné les travailleurs à la logique productiviste du capitalisme de la production de masse, le modelage du mode de vie sur la logique organisationnelle de l'emploi et son illusoire sécurité, les mouvements de dissidence au sein des grands syndicats étatsuniens contre le syndicalisme d'affaires chargé de discipliner les travailleurs, etc. Lind souligne que ce pluralisme aurait été impossible si les taux d'immigration étaient restés au niveau de ceux du début du siècle : les employeurs n'ayant pas la possibilité d'avoir recours à une main-d'œuvre meilleur marché pour créer la division au sein de la classe ouvrière, la collaboration de classe en était d'autant facilitée. C'est faire peu de cas de la discrimination envers les Noirs et les femmes, et des délocalisations internes vers le Sud non syndiqué dès les années 1950. Cette vision réductrice de la société étatsunienne est étendue aux sociétés de l'Europe de l'Ouest par quelques allusions à la situation en France et en Angleterre.

Retour aux sources

Lind introduit sa thèse d'une nouvelle lutte de classe en s'inspirant de James Burnham[5] et de John Kenneth Galbraith[6]. Après quelques paragraphes dans son premier chapitre, il n'est plus question de l'analyse de ces deux auteurs. Burnham associait la révolution managériale à la fin du capitalisme, ce que fait aussi Lind de manière implicite. Toutefois, Burnham a vu dans le *New Deal* étatsunien une pâle copie du stalinisme et du nazisme, alors que Lind y voit l'amorce de son pluralisme démocratique. De Galbraith, Lind retient l'importance des diplômés universitaires. Dans son analyse du système industriel constitué par les « corporations matures », planifiées par la « technostructure », Galbraith présente la « communauté académique » comme le groupe disposant du pouvoir d'orienter la société ; il y voyait une force collective positive en mesure de contrer le système industriel. Lind y voit

3. *Ibid.,* p. 40.
4. *Ibid.,* p. 142.
5. James Burnham, *The Managerial revolution*, New York, John Day, 1941.
6. John Kenneth Galbraith, *The New industrial State*, Boston, Houghton Mifflin, 1967.

l'*overclass* qui en a pris le contrôle, mais dans son propre intérêt de classe, et non de la société. L'analyse de Galbraith, qui porte précisément sur la période dite du pluralisme démocratique, va à l'encontre de celle de Lind.

Sur le syndicalisme comme groupe d'intérêts partageant le pouvoir dans la société pluraliste étatsunienne, Galbraith en constatait l'affaiblissement, provoqué par son intégration au système industriel : « *In fact the industrial system has now largely encompassed the labor movement. It has dissolved some of its most important functions ; it has greatly narrowed its area of action ; and it has bent its residual operations very largely to its own needs*[7]. » Cette inféodation a été présentée comme la reconnaissance et une victoire du syndicalisme, constate Galbraith qui compare ce « triomphe » à celui de Jonas sur la baleine. Lind adhère à ce leurre. Sous une dénonciation apparemment virulente à la fois de l'élite technocratique et de l'opportunisme populiste, il emprunte en fait aux deux.

Lind a une vision technocratique du pluralisme qui repose sur une vision élitiste des leaders syndicaux. Quand la désindustrialisation s'est aggravée au début des années 1980, la réaction de la plupart des directions syndicales a été de se rapprocher du management, d'adhérer à l'offre de partenariat dans l'espoir de retrouver leur place dans ce pluralisme dont parle Lind. Le taux de syndicalisation n'a cessé de décroître depuis. Des mouvements dissidents (regroupés dans *Labor Notes*) sont apparus contre ce partenariat qui dépossédait les travailleurs de leur capacité collective d'agir. Lind adhère à l'acception du syndicalisme dominé par des experts agissant à la place des travailleurs.

En même temps, cet auteur tient un discours éminemment populiste sous le prétexte que celui-ci serait en fait celui de la classe ouvrière. Sont ignorées les manifestations critiques, hors populisme, comme celles du Mouvement des indignés, *Occupy Wall Street*, des partisans de Bernie Sanders. Sont aussi passées sous silence les mobilisations de travailleuses et de travailleurs assurant les services de proximité dans ces grandes villes monopolisées par l'*overclass*, présentés par Lind comme des immigrant.e.s qui acceptent des conditions de vie et de travail refusées par les natifs, qui contribuent à affaiblir les salaires de ces derniers et leurs syndicats. Il mentionne au passage les travaux de Saskia Sassen sur les villes globales mais n'en tire aucun enseignement. Il ignore les mouvements locaux comme *Jobs with Justice*, les Worker Centers, les grèves ancrées dans la communauté, apparus ces dernières années, qui en appellent à des solidarités élargies, qui sortent les actions collectives syndicales de la sphère privée capitaliste. Lind n'accorde aucune attention aux campagnes de syndicalisation du Syndicat des employé.e.s des services, à Los Angeles, axées sur la mobilisation des travailleuses (ce sont surtout des femmes) de services de proximité comme les aides à domicile et des employé.e.s de l'entretien ménager dans

7. Michael Lind, *The New class war*, *op. cit.*, p. 281.

les édifices publics, qui sont en grande partie des personnes immigrantes, avec ou sans papiers. Son analyse adhère en fait à la vision populiste d'une opposition entre natifs et immigrants, plutôt qu'à une vision misant sur le développement de leur solidarité pour se donner un plus grand pouvoir collectif. Quand les syndicats le font, comme l'AFL-CIO qui s'est mise à défendre les immigrants illégaux à partir du début des années 2000, il attribue ce revirement à la recherche opportuniste, de la part des dirigeants syndicaux, de l'appui du Parti démocrate devenu pro-employeur (parce que pro-immigration). Son dernier chapitre, qui porte sur la façon d'assurer un monde propice au pluralisme démocratique, est presque entièrement consacré aux effets délétères de l'immigration, à sa nécessaire restriction.

En mettant l'accent sur la concurrence – réelle – créée par les employeurs, Lind l'aggrave : il dénonce le recours aux immigrants – comme ce fut historiquement le cas pour les femmes qui « acceptaient » des salaires inférieurs à ceux des hommes – et propose des remèdes semblables pour sauvegarder la situation des hommes blancs natifs par l'exclusion (restriction de l'immigration). Il faut légaliser la situation des étrangers et leur octroyer les mêmes droits qu'aux natifs pour enlever aux employeurs la possibilité de créer la concurrence entre différents types de main-d'œuvre. Cette exigence de la reconnaissance de la pleine citoyenneté est une condition première, mais la discrimination subie par les Noirs étatsuniens, nés dans le pays et jouissant formellement des mêmes droits que les Blancs, témoigne du fait que cette régularisation des migrants ne va pas à elle seule abolir ce pouvoir de division des employeurs. La hiérarchisation de la classe ouvrière et la division en son sein sont aussi vieilles que le capitalisme industriel. L'histoire montre que la stratégie syndicale qui consiste à se rapprocher du pouvoir dominant, plutôt que des catégories ouvrières marginalisées, mène finalement à un cul-de-sac social-politique, celui qui a permis à l'élite managériale de neutraliser le pouvoir collectif des salarié.e.s (que Lind voit comme une forme de pluralisme). La domination actuelle d'un capitalisme globalisé est bien réelle, que le sauvetage de la démocratie prôné par Lind ne ferait que renforcer. Le recours aux expressions « classe ouvrière » et « lutte de classe » tente de faire passer ce discours populiste-technocratique pour une analyse critique émancipatrice.